



EDITO

2015 sera ce que nous en ferons !	page 1
Elections professionnelles SUD Santé Sociaux	page 2
SUD Education	page 2
SUD Collectivités Territoriales	page 2
SUD Douanes	page 3
Solidaires Finances Publiques - SUD Travail - SUD PTT	page 3
SUD Protection Sociale	page 4
Pour une bonne santé pour tous	page 4

2015 sera ce que nous en ferons !

L'émotion créée par la tuerie à Charlie-Hebdo et les marches qui se sont organisées partout en France témoignent d'une grande aspiration à la solidarité.

Cependant, les appels à « l'unité nationale » ou au « front républicain » sont une impasse pour le mouvement social et démocratique. Ils visent à entraîner la population derrière les dirigeant-e-s qui mènent des politiques antisociales, de stigmatisation raciste et anti-immigré-e-s, de chasse aux sans-papiers et de harcèlement des Roms. Ces politiques, en soutien au capitalisme, portent une lourde responsabilité dans le climat actuel et dans ses effets délétères. Ils ne feront pas ainsi régresser les fanatismes et les fascismes.

Nous nous opposons à tous les projets de lois liberticides qui amplifieraient le muselage du mouvement social et la surveillance généralisée de la population. Les libertés publiques, la confidentialité des communications, la liberté d'expression, de manifestation, de grève, ne doivent pas être sacrifiées sur l'autel de la lutte contre le terrorisme.

Luttons contre toute régression sociale et pour les droits des salariés, des chômeurs et des précaires. **Cela passe par la mobilisation de tout le mouvement social et syndical, dans l'unité la plus large possible et par l'intervention de tous les salarié-e-s.**

La loi dite Macron, comme la plupart des mesures précédentes, ne ferait qu'aggraver la situation sociale de la grande majorité des salarié-es. Des menaces pèsent sur les

retraites complémentaires, sur les droits des salarié-es dans les entreprises, sur les 35 heures. Les coupes budgétaires se poursuivent alors que la lutte contre les 60 milliards que coûte la fraude fiscale n'est pas menée sérieusement. La politique de compétitivité profite principalement au patronat et alimente la récession économique, comme dans nombre de pays européens.

Des mobilisations existent dans le privé comme dans le public, des intersyndicales locales et sectorielles se mobilisent, contre la politique d'austérité.

La contestation et les résistances s'organisent, en Belgique, Espagne, Grèce... qu'attendons-nous pour faire de même ?

Combien de temps encore allons-nous tolérer que nos droits fondamentaux : emploi, salaire, protection sociale, santé, éducation, logement, soient détruits d'année en année, de loi en loi ?

Combien de temps allons-nous accepter que les dividendes explosent, plus 30 % en 2014, pendant que les salaires stagnent ?

Combien de temps allons-nous laisser dilapider l'argent public au profit des banques, des entreprises, sans aucun effet sur l'emploi ?

Combien de temps allons-nous laisser détruire nos biens communs que sont les services publics pour toujours plus de privatisation ?

En 2015, restons résolument combatifs !

Résultats des élections professionnelles



SUD Santé Sociaux Calvados

Obtenant 11.81% des voix aux CTE (12.36 % en 2011), **Sud Santé Sociaux** conserve sa représentativité dans le Calvados.

Majoritaire au CH de VIRE et à la maison d'enfants d'Anctoville (100% des suffrages), SUD est deuxième au CH de Bayeux et à l'EPSM, troisième à Lisieux. Concernant les Commissions Administratives Paritaires Départementales, avec un résultat de 12.91 % nous obtenons 4 sièges (3 en 2011).



SUD Éducation

SUD Éducation progresse localement dans un contexte national difficile.

SUD éducation maintient son nombre de voix au niveau national par rapport à l'élection de 2011 et baisse un peu en pourcentage (-0,55%). Avec la répartition des voix, SUD Éducation perd son siège au **Comité Technique Ministériel de l'Éducation Nationale**. C'est bien entendu une énorme déception.

Cela ne diminue en rien notre détermination à agir pour une autre école, une autre société, à faire vivre un autre syndicalisme, à porter une autre voix face à la hiérarchie, à lutter contre toutes les attaques d'où qu'elles viennent en toute indépendance. Les bons résultats obtenus dans le Calvados nous encouragent à continuer dans la même direction : défense des conditions de travail des agent-e-s en menant des luttes collectives et refus de la cogestion avec l'administration.

SUD Éducation obtient un siège de plus aux commissions paritaires des professeurs de lycée professionnel et à celle des PE/instituts (CAPD) et progresse de plus d'1% dans le département.



SUD Collectivités Territoriales

Le syndicat **Sud Collectivités Territoriales** assoit sa place dans le Calvados avec des 1ères implantations très réussies à Ouistreham et au Sivom des 3 vallées.

Sud est la 4ème organisation syndicale des collectivités affiliées au Centre de Gestion (10 000 agents).

A noter Sud est 1er en Commission Administrative des catégories B au Centre de Gestion 14. A la Communauté d'agglomération Caen la mer, Sud est la 2ème organisation (1000 agents)

CTM : 10,9 % - CTR : 9,5% - CAPC : 8,5%

Par leurs votes, les agents de la DGFIP ont consolidé **Solidaires Finances Publiques** en tant que première organisation syndicale nationale de la DGFIP. Dans notre direction, nous avons maintenu notre deuxième place avec 29,02% des suffrages en CT Local.

Ces résultats, obtenus dans une élection où 86,05 % des électeurs se sont mobilisés (87,35 % dans le Calvados), nous encouragent à continuer la lutte pour faire avancer les revendications et les droits des agents et reculer les pouvoirs publics dans leur choix du démantèlement du service public, notamment à la DGFIP.

Résultats CTSD de la DIRECCTE de
Basse-Normandie :

Avec une participation de 83%,
Sud Travail Affaires Sociales obtient 23%

Réseau (14,50,61)
SUD : 36,64% + 7,6% - 3 sièges sur 8 au CT

Courrier (14,50,61)
SUD : 31,71% + 4,43% - 2 sièges au CT



Résultats des élections à la CPAM du Calvados

Collège employés uniquement (*pas de candidats cadres*)

Inscrits 406 - Votants 301 - nuls 5

SUD 171 (*moyenne*) soit **56,81%** des votants et **57,77%** des exprimés (1 élu titulaire et 1 élu suppléant)

CGT 120,25 (*moyenne*) (1 élu titulaire et 1 élu suppléant)

Une expression de
SUD Retraités

Pour une bonne santé pour tous

Chaque salarié, actif ou retraité, doit avoir accès à tous les soins nécessaires. Ce n'est plus le cas du fait de l'augmentation excessive des complémentaires santé privées mais aussi de nombreuses mutuelles.

POUR COTISER SELON NOS MOYENS

Il faut retrouver ce principe fondateur de la Sécurité Sociale alors que les assurances privées et la plupart des mutuelles ne pratiquent pas de cotisations proportionnelles au salaire mais des forfaits qui augmentent avec l'âge (l'augmentation est particulièrement salée lors de la retraite). C'est inadmissible ! Ce principe est encore mis en cause par le « reste à charge » qui ne cesse d'augmenter. Boîtes de médicaments, visites médicales, analyses, forfait hospitalier, dépassements d'honoraires, tout est prétexte pour pressurer les assurés sociaux.

POUR ETRE SOIGNE SELON NOS BESOINS

C'est l'autre principe fondateur de la Sécurité Sociale. Il est mis à mal par les complémentaires santé qui augmentent le forfait si la santé du cotisant se dégrade. Autre mise en cause, le prix prohibitif des lunettes et des prothèses dentaires et audio. Les marges bénéficiaires sont telles que nombre de patients renoncent à se faire appareiller, dont beaucoup d'enfants, parce que le « reste à charge » est trop élevé.

EXIGEONS UNE COUVERTURE TOTALE PAR LA SECU

Le taux de gestion de la Sécurité Sociale est exemplaire : 4,5%. Pour les mutuelles c'est 21% et pour les assurances : ...28% !

En plus du défaut de recettes dû au chômage, aux bas salaires et basses retraites, plusieurs milliards € sont gaspillés chaque année du fait des taux de gestion exagérés. Ces sommes permettraient d'améliorer les soins et les remboursements, de développer la prévention et de réduire les cotisations.

Comment se fait-il que les gouvernements successifs choisissent les organismes dont les taux de gestion sont les plus élevés pour prendre la place de la Sécurité Sociale incomparablement efficace ?

Nous refusons ce choix scandaleux fait sur le dos des assurés sociaux et qui privera de soins nombre d'entre-eux du fait de cotisations trop chères.

POUR GAGNER INFORMONS ET PASSONS A L'ACTION

Par l'action de tous, notre syndicat Sud retraités souhaite qu'une campagne d'information interprofessionnelle se développe et que, par exemple, une manifestation se tienne, en signe de soutien, devant la Caisse Primaire d'Assurance Maladie pour obtenir que la Sécu gère en totalité le risque maladie.

8 rue Ampère
14123 Cormelles le Royal
Téléphone : 02 31 24 23 36
Tarif com. locales : 09 79 03 13 95
Mel :

syndicatssolidaires-bn@orange.fr

Directrice de la publication : Danielle Morvant
Mensuel

Prix public : 1 euro - Imprimé par nos soins

Prochain comité départemental

vendredi 6 mars
au local du Chemin Vert
à 13h 45
Pensez à envoyer
une délégation
de votre syndicat !

